

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## "On ne peut pas lutter contre les phénomènes criminels si on s'enferme".

**POLICE.** Conformément au principe de présidence rotative, le Commandant en chef de la police nationale, Marcel Yves Mapangou-Moussadji, par ailleurs général de corps d'Armée, vient d'être porté à la tête du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale (CCPAC). Dans cet entretien, ce dernier livre sa vision.

Propos recueillis par Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**L'Union. Depuis le 11 novembre dernier, le Gabon abrite la 20e session ordinaire du CCPAC. Quelle est la particularité de ce rendez-vous ?**

Marcel Yves Mapangou-Moussadji: Il n'y a pas de particularité. C'est la situation sécuritaire qui nous dicte l'ordre du jour. En fonction des années, il y a des choses qui sont reconduites. On a parfois l'impression que c'est redondant mais c'est là que nous trouvons notre compte. Depuis 1997,

il y a une évolution quantitative et qualitative énorme. Au départ c'était les États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Après se sont rajoutés la RDC et São Tomé. Vous avez vu la pluralité des participants. On s'est ouvert à l'Afrique du Nord, de l'Est parce que la lutte contre la criminalité demande cette ouverture. On ne peut pas lutter contre les phénomènes criminels si on s'enferme. Je pense que c'est ça la particularité, nous sommes en train d'arriver à maturité. **Vous venez d'être porté à la tête du CCPAC, quels vont être vos chantiers ?**

Les chantiers sont nombreux. Le champ d'action de la police s'est étendu avec les nouvelles menaces. On a un besoin d'adaptabilité. Ça passe par quoi ? Les rencontres d'échanges d'informations et de bonnes pratiques, les opérations de police. Il n'y a pas meilleurs moyens pour lutter contre les phénomènes si ce ne sont les opérations. Mais avant d'arriver aux opérations, il faut une concertation préalable. Ce sont les trois grands axes : la formation, élément essentiel pour améliorer l'expertise des agents ; les échanges d'informations, pour que toutes les polices soient au même niveau d'informations ; et les

opérations de police. **Durant toute cette semaine, les experts se sont penchés sur plusieurs thèmes, pensez-vous que leurs recommandations seront entendues ?**

Les recommandations sont soumises à un niveau plus élevé. L'expert fait une analyse froide, soumise par la suite aux Chefs de police. Ces derniers soumettent à leur tour aux ministres. Ce sont eux qui nous donnent les moyens pour la mise en œuvre des dites recommandations. Je peux vous dire qu'en 22 ans, les choses se font à un rythme qui dépend de la situation économique du moment.



Photo: F.M. MOMBO

**Le général de corps d'armée, Commandant en chef des Forces de police nationale, Yves Marcel Mapangou Moussadji, qui vient d'être porté à la tête du CCPAC.**

## Sécurité : place au Forum des ministres

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

Outre la 20e session du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale (CCPAC), le Gabon abrite également le forum des ministres chargés des questions de sécurité des pays de notre sous-région. L'ouverture de cette grand-messe a eu lieu, hier, à l'hôtel Boulevard sis à Acaé. En présence du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de la Justice, garde des Sceaux, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou. Objectif : renforcer davantage la coopération en matière de police criminelle. Un impératif au regard de l'ampleur sans cesse grandissante de la criminalité transnationale et bien d'autres fléaux. C'est pourquoi le ministre gabonais de l'Intérieur est d'avis que la mutualisation des efforts demeure la condition sine qua non. "En outre, nous projetons de travailler avec les organismes de coopération policière des États d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Ces différents textes permettront la mise en place d'un système fiable de collecte et de centralisation des informations criminelles et constitueront des

instruments forts au service de la lutte contre la criminalité", a-t-il déclaré à l'ouverture du forum. Reste désormais pour les États

concernés d'appliquer, sans aucune complaisance, les recommandations. C'est du moins le sentiment du patron de l'Intérieur. "C'est

pourquoi, il est nécessaire que nos Forces de sécurité redoublent de vigilance et privilégient les systèmes d'intelligence et d'analyse de ren-

seignements à caractère criminel pour s'adapter à ces évolutions", a souhaité le ministre d'État Mboumbou Miyakou.

LE MOIS DE **FOLIE** CHEZ SODIM TP

# ISUZU

DU 15 NOVEMBRE AU 15 DÉCEMBRE 2019



**ISUZU X-RIDER**  
Double Cabine 4x4 luxe  
**24.900.000 TTC**  
au lieu de 26.000.000 TTC



**ISUZU RT50**  
Simple cabine 4x4  
**17.900.000 TTC**  
au lieu de 19.000.000 TTC

B.P: 506 - LIBREVILLE - Tél: (+241) 011 792 645 - 066 636 373 - 077 140 159  
E-mail: sodim.tp@groupesogafric.com - www.sodimtp-gabon.com

NOUS CONSTRUISONS L'AVENIR 